



2^{ème} Législature
de la 7^{ème} République

LE PARLEMENT DU NIGER

N° 001 - Novembre 2017

Revue bimestrielle d'information de l'Assemblée Nationale

www.assemblee.ne



OUVERTURE DE LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DITE SESSION BUDGÉTAIRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2017



*«Il nous faut parvenir
à un budget adapté au
contexte économique
actuel qui permette à
notre pays de
stabiliser davantage
son économie...»*

SEM. Ousseini Tinni



*L'Assemblée Nationale
travaille pour vous*



Optaspit atecum deligni hicient iisint eum aut quo quidebis vel ipsae am que parion pos re mil illab iderat.

Optaspit atecum deligni hicient iisint eum aut quo quidebis vel ipsae am que parion pos re mil illab iderat.

Usandandae con consequiae re autem nonessus non rehende ndaestrunt et explia dolorest, secto ma sitatus-tium fugit vento eaquodi tatio. Ga. Nequuntur? Ullaccabo. Met esti blatiat iisciundi officimus nimus et ea velit andunt omnient quo blandernati ut litium id quam nem quatur aut min-tiis enducius ventota turepuda dolori dolo eaquostius doluptum eum ullupisit lique pos estium dolupta tempers



SEM. Ousseini Tini
Président de l'Assemblée Nationale du Niger

perciur, volent quassit quatace aearchitio is solor maximod itatestibus eum in pe consequi volupta turions equatur, cumqui ut et dolorumquam eliti dolupta sitatur ma comnis volupis apitendi iliciet, vendita tquae. Culparciusda volores sum voloreriae voluptatus maxim dolupta tenihit emolore molupta debis eum sit, ut int ipici quiscitiosam re posae eum fuga. Verferroviti in perrori tatemped que volum corem sitasped quiae sit voluptatquid mos porum quam, ipsam num fuga. Oditibu sdaeritisqui beritesed eum im rem faccusdae rerruptatur?

Os id es in consequi corita perrum everuntota duci dipsum reptaque aut officil ignati sed quianda que sam apienimodis magna sumeniscit inum nulpa sum doloribea sam doles sin comnihicidus estibus autas asiti cum quos porum rem volute porro magnate sunturi onsequisquid et laccum harum accum rem earcit lam dolessit, utes re modi adiorerro iundia voluptate volupta turepro te voloressit et faciis aut inctionsed quatem laboren tempore erum eos as cus et pro dis volest, optatur, qui volorum rehendam si re pa consequi dolorrum doluptio. Namus et ute nonseni minventendus esciat ipicit faccumqui dolupta volupti asimod ea a nihiliq uidebiti il ma atur?

Luptat et aut valorit atioribus ut od magnientur atumquiatur, omnis alibeatur sunt aut quiscitibus doles diaspit, quantiam sum, et quia dis voluptatet officid eribusa pienda quattet lantemporro tendebitat des el most velia debis sequi si dolupta epudit aut que parum fugiatur aliqui tem eum quatis nimenitam, que plab iducimenti del miliquo blam qui simpernam volupid ucienis quatus deliquias in rent veles que volupta tenistorro quae dolore valor re, que ommoluptur, odic tem corestis endae comni temporiaspid que con poraece rnatatem restiae intium aborrov iducili tatibus.

Veni conseditibus evelis voluptae volut fugiaturio ente ium quiat litios volupta tiorehentio dolestectio vent a il et faccum qui omnia am, ut mo voluptatur? Quis siminus renia aut eatus dolor si oditius cipsunt ulluptati quam voloreribus.

Le mot du Président.....	
Discours du PAN (Discours d'ouverture de la session budgétaire de l'Assemblée Nationale)....	
Présentation de l'Assemblée Nationale.....	
Activités du Président de l'Assemblée Nationale.....	
Diplomatie parlementaire.....	
Eclairage sur la Loi des Finances 2018.....	
Vie des réseaux parlementaires	
Vie des groupes d'amitié	
Les lois votées au cours de la session budgétaire 2017	
L'administration de l'Assemblée Nationale	
La parole aux Citoyens	
Infos pratiques, infos utiles et divertissement	
L'Assemblée Nationale dans les médias	
Historique de l'Assemblée Nationale	
Zoom	
Discours du PAN (Discours de clôture de la session budgétaire de l'Assemblée nationale)	



Discours de SEM OUSSEINITINNI à l'ouverture de la 2ème Session ordinaire de l'Assemblée nationale au titre de l'année 2017



Excellence Monsieur le Président du Parlement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest ;

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations internationales.

Honorables députés membres du Parlement de la CEDEAO

Honorables collègues Députés,

Monsieur le Gouverneur de la Région de Niamey, Honorables Chefs traditionnels et Chef religieux, Mesdames et Messieurs,

Avant d'entamer mon propos, je voudrais vous demander, à tous, de prier pour le repos des âmes des soldats nigériens et américains récemment tombés au champ d'honneur dans la région de Tillabéry. De même, je vous invite à prier pour que tous les otages nigériens actuellement aux mains de l'ennemi retrouvent rapidement leurs foyers respectifs, sains et saufs. Je vous remercie.

Distingués invités. Par la grâce de Dieu, le Tout puissant, le miséricordieux, nous voici à nouveau réunis

pour cet habituel rendez-vous qui marque le lancement des sessions ordinaires de l'Assemblée nationale ! Merci à vous tous d'honorer ces précieux instants de communion républicaine!

Chers collègues, j'espère que chacun d'entre vous, après avoir restitué aux citoyens de base les résultats de nos précédents travaux, nous est revenu armé d'une nouvelle résolution tendant à prendre les meilleures décisions possibles pour la marche en avant de notre pays. J'espère vivement que les attentes et doléances recueillies auprès de ces citoyens peuvent aisément être traduites dans la loi de finances, principal point de l'ordre du jour des présentes assises !

J'espère également que le budget 2018 sera sous-tendu par une bonne croissance économique en raison des échos favorables qui nous parviennent du monde rural. Il semble, en effet, que la campagne agricole qui avait laborieusement commencé aura un épilogue des plus heureux ! Avec l'ensemble des députés et tous les nigériens, je souhaite vivement qu'il en soit ainsi afin que le monde rural retrouve quiétude et joie de vivre et que notre économie retrouve un souffle nouveau. Car, comme chacun le sait, son évolution repose en grande partie sur l'Agriculture et l'élevage qui concentrent l'essentiel de la main d'œuvre nationale. Une bonne récolte et une abondance de pâturage, c'est aussi la fin des recours aux habituels palliatifs de la période de soudure qui représente, assez souvent, un rendez-vous redouté tant par les paysans et les éleveurs que par les autorités de notre pays.

Dans cet ordre d'idées, je voudrais féliciter le Gouvernement pour tous les efforts qu'il a déployés au cours de la présente année pour alléger les souffrances de la population pendant la période critique de soudure, qu'il s'agisse de la distribution gratuite et de la vente de vivres à prix modérés, ou de l'organisation d'opérations de travaux à haute intensité de main d'œuvre. Au total, cette année, c'est plus de quatre vingt deux milliards de FCFA qui ont été mobilisés pour couvrir ces opérations !

Il reste à souhaiter que les bonnes récoltes qui s'annoncent soient gérées de manière rationnelle afin que le monde rural crée lui-même les conditions d'une autorégulation de ses cycles économiques et que le budget de l'État puisse s'orienter plus efficacement vers des secteurs porteurs de croissance et de changements structurels qui permettent de relever les défis de souveraineté.

C'est dire alors que nous aurons beaucoup à faire au cours des deux prochains mois, d'autant plus que notre méthodologie de travail connaîtra de profonds bouleversements liés aux changements d'approche en matière de présentation du budget. Fort heureusement, à la faveur des sessions de formation dont nous avons précédemment bénéficié, chacun d'entre-nous est assez outillé pour comprendre les mutations découlant du passage d'un budget-moyens à un budget-programme. Nous n'avons donc aucune inquiétude quant à la capacité technique de notre institution à s'adapter aux changements de paradigme en matière budgétaire.

L'on se rappelle qu'à l'occasion du tout premier débat d'orientation budgétaire, l'Assemblée nationale a approuvée les grandes lignes de l'orientation générale du projet de loi de finances 2018. Elle a ainsi vivement encouragé le Gouvernement à poursuivre la réforme des finances publiques et à travailler à la stabilisation du cadre macroéconomique. Par-dessus tout, elle soutient fermement le projet de réforme de la fiscalité dont l'un des objectifs est de parvenir à une pression fiscale de 20% sur les trois prochaines années. De même, elle réitère au Gouvernement son habituelle recommandation relative d'une part, à l'amélioration de la qualité de la dépense publique et d'autre part, à la réduction drastique des dépenses fiscales.

En définitive, il nous faut parvenir à un budget adapté au contexte économique actuel qui permette à notre pays de stabiliser davantage son économie, dans le respect de ses engagements aussi bien internes qu'externes avec notamment la nécessité de déployer encore plus d'efforts pour faire converger notre pays vers les critères définis par l'UEMOA.

Cependant, Distingués invités. Mesdames et Messieurs, un budget, aussi efficace soit-il, ne peut à lui seul porter l'économie. Il faut que tous les nigériens s'en convainquent ! Tant que tous ne fondent leurs prévisions annuelles que sur les marchés et les recrutements publics générés par l'exécution de ce budget, nous serons encore loin de cette émergence à laquelle rêvent tous nos concitoyens. Pour cela, il faudrait que les relations horizontales entre



les autres acteurs économiques se développent encore davantage. Il faudrait que l'agriculture nourrisse l'industrie qui donnera aux services l'élan nécessaire à leur essor ! Il n'y a pas que l'État comme partenaire économique ! Il y a surtout cet immense potentiel qu'offre le secteur privé, formel ou non ; il faudrait créer davantage d'opportunité pour permettre à ce secteur de multiplier les échanges internes. N'attendons donc pas tout du budget de l'État dont la mission première est la régulation de l'économie.

Distingués invités. Mesdames et Messieurs, Ce n'est pas uniquement en matière économique et financière qu'il faut progressivement modifier notre méthode d'approche de la vie commune. L'un des domaines où il y a, me semble-t-il, urgence à le faire aussi est celui de la vie politique et associative.

A cet égard, je voudrais, avec vous, distingués invités, déplorer notre habitude commune à tout politiser; cela n'est pas de bon aloi ! Pour les faits les plus anodins l'on sort l'argument politique en prêtant les intentions les plus saugrenues à l'adversaire du moment. Nous entretenons ainsi un climat de campagne politique permanente au lieu que chacun d'entre-nous se mette à jouer le rôle que notre constitution lui assigne. Les nouveaux moyens de communication, au lieu d'être une opportunité à saisir pour améliorer notre vécu quotidien, semblent être un vecteur de fausses informations, de menace sur notre quiétude individuelle et collective. Au lieu d'être des instruments de liberté, ces moyens, par l'usage détourné qui en est fait, menacent notre liberté. Il n'est pas jusqu'aux honnêtes pères de famille qui ne soient poussés au désespoir par un usage malhonnête de ces instruments.

Mais, les débordements en matière de communication ont surtout trouvé leur terrain de prédilection dans les attaques généralisées contre les institutions nationales, expression de notre volonté commune et garantie de nos libertés collectives et individuelles !

Distingués invités. Chers collègues, c'est après d'âpres combats que nous avons pu parvenir à la Démocratie ; n'en galvaudons pas les principes cardinaux par un excès d'impatience et de fébrilité ! Qu'il s'agisse de la presse ou des réseaux sociaux, sachons raison garder et travaillons à maintenir les équilibres indispensables à la survie du système ! Dans cet ordre d'idée, je voudrais, avec vous, distingués invités, déplorer la trop grande propension des acteurs politiques et sociaux à vouloir impliquer le Président de la République dans les faits et débats les plus anodins, souvent avec force outrance de langage. Cela ne sert pas notre démocratie ; bien au contraire ! Il ne faut pas se tromper d'adversaire ! Le Président de la République est une institution à part entière ! Faut-il le rappeler, il n'est ni Chef de Gouvernement, ni Chef de parti, c'est la clef de voûte de notre architecture institutionnelle, c'est le dernier recours, l'arbitre suprême, garant de l'unité et de la cohésion nationales. Vouloir désacraliser sa fonction et celles des autres animateurs de nos autres institutions c'est prendre le risque de desservir la cause démocratique, d'affaiblir l'État, de fragiliser le pays à l'intérieur comme à l'extérieur et de donner raison aux partisans de la démocratie tropicalisée. Personne n'a donc rien à gagner à s'attaquer sans raison au Chef de l'État ! Dans les vieilles démocraties, si le Président de la République est souvent interpellé, ce n'est jamais avec la vulgarité à laquelle nous assistons ces derniers temps au Niger. Gardons donc de la hauteur, honorer les institutions nationales, c'est respecter son pays et surtout ménager l'avenir car, comme chacun le sait, les hommes passent, la République demeure !

Distingués invités, Mesdames et Messieurs, laissez-moi à présent dire un mot sur la question de l'école, qui se rappelle à notre bon souvenir en raison de la rentrée scolaire ! A ce sujet, je voudrais réitérer le souhait de l'Assemblée nationale de voir cette école libérée de toute emprise corporatiste et de toute récupération politicienne. Nos enfants n'aspirent qu'à étudier et nous, parents d'élèves, n'avons d'autre désir que de voir ces enfants confiés à des enseignants compétents et, venu dans le métier par vocation après une formation des plus efficaces. C'est pourquoi, au nom de la Représentation nationale j'encourage instamment le Gouvernement à poursuivre l'œuvre d'assainissement du secteur qu'il vient d'entamer. Il n'y a pas là, objet à polémique ! C'est l'avenir du pays qui est en jeu. A cet égard, je voudrais inviter les syndicats des enseignants à entreprendre des actions pour réhabiliter la noblesse de leur fonction ! Le Niger d'aujourd'hui doit beaucoup à ces syndicats pour les voir s'engager et engager le pays dans l'impasse de conflits sociaux permanents et de négociation sans fin. Au Gouvernement je demanderai de faire tout ce que nos possibilités

financières permettent pour mettre tous les enseignants dans leurs droits. Mais, d'ores et déjà, je pense qu'il est utile de rappeler à nos concitoyens que pour la prochaine période triennale, c'est le quart du budget national qui sera consacré à l'Éducation ce qui est considérable pour un pays assailli par de multiples problèmes de sécurité. Il est donc légitime que les citoyens s'attendent à ce que l'école ne soit l'otage de personne.

Distingués invités. Chers collègues, après le rappel de ces évidences, je voudrais vous inviter à réfléchir sur les grandes problématiques de portée internationale mais qui représentent pour notre continent des enjeux des plus importants. Il s'agit du changement climatique, de la révolution numérique et de la transition démographique dont les politiques de gestion auront des impacts certains sur tous les secteurs, sur l'avenir des africains et décideront ainsi du positionnement de l'Afrique dans le monde.

S'agissant du climat, le constat qui s'impose est que le continent africain bien que représentant moins de 4% d'émission de dioxyde de carbone demeure paradoxalement l'un des continents les plus vulnérables à la variabilité et aux changements climatiques à cause des chocs multiples qu'il connaît et dont la capacité de réponse et d'adaptation reste faible. Les économies de la plupart des pays d'Afrique sont largement tributaires de secteurs sensibles aux effets du climat, notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'exploitation forestière etc. Les impacts négatifs des changements climatiques sur les écosystèmes, les économies et la société sont donc effroyables et, sans action immédiate, ils vont grandissants et accentuent de plus en plus l'extrême vulnérabilité des États et des communautés les plus pauvres.

Il faudrait, à mon sens, déployer un trésor de diplomatie pour rendre davantage audible le plaidoyer pour la promotion d'une économie mondiale plus responsable, pour que les grandes industries polluantes assument beaucoup mieux les conséquences de leurs actions sur l'environnement, pour que les pays africains bénéficient des justes compensations des manques à gagner que la dégradation du climat leur fait subir. Il faut mutualiser les moyens d'action des pays africains et adopter une démarche commune notamment par rapport à l'accès au Fonds vert pour le climat qui doit pouvoir mobiliser davantage de financement pour parvenir à l'enveloppe escomptée de cent milliards de dollars à l'horizon 2020 comme souhaité.

Il faudrait également travailler à gagner davantage de pays à la cause du climat et de l'environnement et parvenir ainsi à la ratification par tous les signataires de «l'accord international sur le climat» conclu à Paris en 2015.

Cependant, la mutualisation des efforts au niveau africain ne doit pas dégager nos pays respectifs de leurs responsabilités nationales. A titre illustratif, chaque pays du sahel devra s'efforcer de réaliser sa part de tronçon de «la Grande muraille verte».

Distingués invités Mesdames et Messieurs, la révolution numérique est le deuxième grand défi de l'Afrique contemporaine. Il s'agit d'un tournant à ne pas rater. L'Afrique a été absente de tous les grands bouleversements qui ont façonné le monde actuel ; cette fois-ci, ne pas prendre le bon départ est tout simplement suicidaire ! En effet, le numérique est la meilleure occasion qui nous soit offerte de rattraper le retard technologique et scientifique abyssal que nous accusons par rapport aux pays développés. C'est certainement dans cet ordre d'idée que, le 12 mai dernier à Kigali, le Président de la république SEM ISSOUFOU MAHAMADOU, disais, je cite : «La révolution numérique qui est en cours est une véritable opportunité pour l'Afrique. Elle nous permettra de restructurer notre économie, de renforcer sa croissance et de lutter contre la pauvreté et les inégalités notamment à l'égard des femmes».

Mais, jusqu'ici l'Afrique peine à entrer pleinement dans cette révolution, même si des progrès sont indéniables. Ainsi le taux de 23% de pénétration de l'internet cache beaucoup de disparités d'un pays à un autre notamment en matière de qualité de la connexion. Quant au téléphone portable, sa vitesse de propagation cache également, ici et là, de sérieux problèmes d'accessibilité liés à l'insuffisance des infrastructures. Il faudrait donc que les pays africains abordent collectivement le problème.

Ils pourraient ainsi mutualiser leurs moyens comme à l'avènement de l'informatique, lorsque les pays africains francophones s'étaient mis ensemble pour créer l'Institut Africain de l'informatique (IAI). Aujourd'hui, c'est l'en-



semble des pays du continent qui doivent, tous ensemble mettre leurs moyens en commun afin que chacun d'entre eux puisse bénéficier des fréquentes innovations, dont le numérique est coutumier. A cet égard, il faudrait engager d'importants efforts pour que le numérique s'acclimate à tous les secteurs de la vie nationale, en ville comme en zone rurale, à l'école comme au marché, dans l'Administration comme au sein de l'Entreprise. Pour y parvenir, il faudrait investir collectivement dans la maîtrise de l'énergie solaire qui pourrait pallier l'insuffisance des réseaux électriques en Afrique.

Distingués invités, chers collègues, «il n'est de richesse que d'homme», comme le proclamait un célèbre homme d'État¹ ! Encore faudrait-il que l'Afrique crée les conditions d'épanouissement de sa population. Aujourd'hui, cette richesse potentielle représente plutôt une contrainte majeure au regard de ses indicateurs de développement humains très défavorables.

L'avenir de cette population pourrait être encore plus compromis au cours du 21^{ème} siècle sans une volonté commune de changement de politique économique et sociale. En effet, de cent millions d'habitants en 1900, la population africaine est aujourd'hui estimée à 1,2 milliards; elle passerait aux environs de trois milliards en 2050 avant d'atteindre 4,4 milliards en 2100.

A l'évidence, dans cette logique, l'offre de l'économie africaine ne sera plus en mesure de répondre à la demande sociale. La conséquence c'est la permanence voire l'aggravation de la pauvreté, du chômage et de la migration massive, la conséquence c'est la surcharge sur l'environnement et les écosystèmes, la conséquence c'est la dégradation des indicateurs sociaux notamment en matière de santé et d'éducation. En définitive, toutes nos actions de développement resteront vaines si nous ne créons pas les conditions d'une transition démographique. Ne pas agir maintenant, c'est assumer collectivement une grande irresponsabilité historique face aux générations présentes et futures. Aussi, il faudrait engager des mesures volontaristes qui transcendent les frontières de nos différents pays. Au préalable, il faut réduire toutes ces pesanteurs socioculturelles qui atténuent les impacts des politiques démographiques. Mais, il me semble que Tun des déterminants sur lequel il faut agir est l'éducation ! En effet, toutes les études sont formelles à ce propos : l'éducation impacte fortement sur tous les indicateurs de développement économique et social! Il nous faut donc travailler à maintenir à l'école, le plus longtemps possible, les jeunes des deux sexes.

Mais, il faut également engager des changements structurels dans cette économie désarticulée. En effet, tant que les secteurs d'activités et les économies africaines ne seront pas intégrés, la transition démographique et la capture du dividende démographique et son potentiel de croissance économique se feront attendre.

Distingués invités, les réponses aux trois défis que je viens d'évoquer sont cumulatives, nécessaires et essentielles pour l'émergence de l'Afrique ! C'est pourquoi il me semble utile de ramener au goût du jour les idéaux premiers qui ont présidé à la création, il y a plus de cinquante ans, de l'organisation de l'Unité Africaine. Ces idéaux, au-delà de l'unité spéculative et contemplative, se déclinent en termes de solidarité, de dignité et d'interdépendance ! Cette prise en charge de sa propre destinée sera portée par des dirigeants et une élite africaine volontariste. Elle doit également être partagée et soutenue par une population soucieuse du devenir collectif, une population débarrassée des considérations communautaires et chauvines pour abandonner tout ou partie de la souveraineté de chaque État afin de réaliser l'Unité africaine !

A cet effet la foi en Dieu, Dieu sans lequel rien n'est possible, nous donne la force de relever tous les défis et, comme le dit un célèbre écrivain, je cite : conscience sons Dieu est comme un tribunal sans juge². La religion est le vecteur qui nous permet de réaliser, dans l'harmonie, nos ambitions individuelles et collectives, elle nous est surtout utile dans la lutte contre toutes ces perversions et déviances contre-natures qui sont autant de freins à l'épanouissement humain.

Chers collègues. Distingués invités, comme vous le savez tous, au Niger, il n'est nul besoin de discours pour un retour vers le religieux, l'influence de la religion est présente dans tous les aspects de notre vie. Il nous reste seulement à souhaiter qu'elle continue à nous aider à mieux gérer nos rapports humains et qu'elle soit ce référentiel qui nous fixe toujours la limite à ne pas dépasser en cas de conflits inhérents à la vie en commun.

Avec ce souhait, je déclare ouverte la deuxième session ordinaire de l'Assemblée nationale au titre de l'année 2017.



L'Assemblée Nationale dans sa composition actuelle est structurée selon l'ordre hiérarchique suivant : Le Bureau, les Groupes Parlementaires, les Commissions Permanentes, les Réseaux et les Groupes d'Amitié.

Le Bureau

Le Bureau est l'organe exécutif de l'Assemblée Nationale. Il est composé de 16 membres. A la tête du Bureau, se trouve un président qui est le premier responsable de l'institution parlementaire. Il est secondé dans ses fonctions par 6 vice-présidents. On note 6 secrétaires parlementaires et 3 questeurs.

Le Bureau de l'Assemblée Nationale préside aux délibérations de l'institution parlementaire. Il a la charge de l'organisation et de la direction des services régis. Le fonctionnement de l'Assemblée Nationale est régi par un règlement administratif et un règlement financier et comptable.

Le Président de l'Assemblée Nationale, ainsi que tous les autres membres du bureau sont élus, en séance publique, au scrutin uninominal. Le Président de l'Assemblée Nationale est élu pour toute la durée de la législature. Les autres membres du bureau sont élus chaque année à la 1^{ère} session ordinaire.

Le bureau de l'Assemblée Nationale se réunit, sur convocation de son président, tous les quinze jours pendant les sessions et une fois par mois hors session. En outre, il peut se réunir, à chaque fois que la situation l'exige, sur convocation de son président ou à la demande de la majorité simple de ses membres.

Comme au sein de toute organisation, à chacun des membres, il est spécifié un rôle bien déterminé.

- Le Président de l'Assemblée Nationale

Le Président de l'Assemblée Nationale préside les réunions du bureau, la conférence des présidents, les séances solennelles et plénières, ainsi que toutes les manifestations officielles au niveau de celle-ci. Il a la haute direction des débats à l'hémicycle, nomme, après avis conforme de la majorité des membres du bureau, le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint. Il nomme également aux autres emplois après avis du Bureau. C'est lui l'ordonnateur principal des dépenses de l'Assemblée. Toutefois, il peut déléguer cette fonction aux



vice-présidents et aux questeurs dans les conditions fixées par un arrêté.

- Les vice-présidents

Les vice-présidents suppléent le Président de l'Assemblée Nationale en cas d'empêchement, et ce dans l'ordre de préséance qui est fonction de la taille des groupes parlementaires dont ils sont issus. Certaines tâches spécifiques peuvent aussi leur être confiées par le Président de l'Assemblée Nationale

- Les questeurs

Sous l'autorité et le contrôle du Bureau, les questeurs sont chargés de la gestion des affaires financières. Aucune dépense ne peut être engagée sans le visa d'au-moins un questeur. A ce titre, ils disposent des services financiers ; préparent le projet de budget de l'Assemblée Nationale sous la haute direction du Président de l'Institution.

- Les secrétaires parlementaires

Leur rôle est de dresser les comptes rendus sommaires des séances et d'en donner lecture sur demande ; d'inscrire lors des débats plénières, les députés qui demandent la parole ; de contrôler les appels nominaux et constater les votes à main levée ou par assis et levée. Il leur revient également de dépouiller les scrutins, de contrôler les délégations de vote, d'enregistrer les sanctions en vue de l'application de certaines mesures disciplinaires conformément aux dispositions du Règlement Intérieur, et enfin de superviser la rédaction des procès-verbaux des séances.

Les groupes parlementaires

Les groupes parlementaires sont organisés par affinités politiques. Dans la présente législature, conformément au règlement intérieur, ils sont constitués d'au minimum 13 députés au moment de leur création. Toutefois, en cas d'exclusion des membres au cours de la législature, le groupe peut poursuivre ses activités avec les membres restants, à condition que leur nombre ne soit pas inférieur à 8 députés.

Chaque groupe parlementaire élit son bureau composé d'un président, un vice-président, un rapporteur et un trésorier. Les présidents des groupes parlementaires sont membres de droit de la conférence des présidents.

Les commissions permanentes

Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises, l'Assemblée Nationale constitue, au début de chaque législature, après l'élection du Bureau 7 commissions générales permanentes. Ce sont :

- La Commission des Affaires Economiques et du Plan qui s'occupe des lois, de plan, de programme, de l'industrie, de l'artisanat, des mines, de l'énergie, du commerce, des transports, de l'information et la communication, des travaux publics, du tourisme et de l'hôtellerie, de l'urbanisme, de l'habitat et l'assainissement, et enfin de l'aménagement du territoire.
- La Commission des Affaires Etrangères et de la Coopération a pour domaine d'intervention tout ce qui touche aux relations internationales et aux politiques extérieures, à la coopération et l'intégration sous régionale, régionale et africaine, aux questions de frontières, des Nigériens à l'extérieur et des traités et accords internationaux relevant de sa compétence en relation avec les commissions dont relève la matière.
- La Commission des Affaires Générales et Institutionnelles est compétente en matière de lois constitutionnelles et électorales, règlement de l'Assemblée Nationale, immunité parlementaire, justice et organisation judiciaire, administration générale du territoire et des collectivités territoriales, législation civile, administrative et pénale, administration publique de l'Etat, droits de l'homme.
- La Commission des Affaires Sociales et Culturelles qui est compétente en matière d'éducation et de recherche, santé publique, promotion de la femme, protection de l'enfant, travail et em-

ploi, arts et lettres, affaires sociales, culturelles, coutumières et religieuses, jeunesse, sports et loisirs, sécurité sociale, famille, populations, pensions civiles et militaires, personnes âgées et personnes handicapées.

- La Commission Défense et Sécurité s'intéresse à l'organisation générale et de la sécurité, à la politique de coopération en matière de défense, au régime de l'état d'urgence et de l'état de siège, au statut du personnel militaire, des forces de sécurité publique et assimilées, des sujétions imposées dans l'intérêt de la défense nationale et de la sécurité publique, des lois de programmes et de plans militaires, des services national et militaire, et de la justice militaire.
- La Commission du Développement Rural et de l'Environnement est compétente en matière d'agriculture et d'élevage, de pêche et pisciculture, d'apiculture et de chasse, de gestion de la faune et de la flore, des ressources naturelles et du foncier rural, de l'environnement, du changement climatique, de l'hydraulique, des organisations ruraux à caractères associatif et mutualiste et enfin de l'alimentation.
- La Commission des Finances et du Budget quant à elle s'occupe des questions financières intérieures et extérieures, des recettes et dépenses de l'Etat, de l'exécution du Budget de l'Etat, de la monnaie, de l'épargne et du crédit, du domaine public et privé de l'Etat et des collectivités territoriales, des assurances et du suivi financier des entreprises publiques.

Les réseaux et les groupes d'amitiés

Outre les groupes parlementaires, les députés peuvent, sous l'égide de l'Assemblée Nationale, s'organiser en réseaux et en groupes d'amitié. Les réseaux sont constitués sur la base de thématiques. Quant aux groupes d'amitié, ils visent à promouvoir l'amitié et la coopération avec d'autres institutions parlementaires.

Tchirgni Maïmouna

(Source : Règlement Intérieur de l'Assemblée Nationale, 2^{ème} législature, 7^{ème} République)

















































































L'histoire de l'Assemblée Nationale du Niger



L'Assemblée Nationale du Niger a une longue et riche histoire. Sa création remonte à la période coloniale. De son histoire, on retiendra deux grandes époques :

Les grands repères de l'histoire de l'Assemblée Nationale du Niger

De la période coloniale à la proclamation de l'indépendance

De la période coloniale à l'indépendance, elle a changé plusieurs fois de nom avant d'aboutir à l'appellation actuelle : Assemblée Nationale. Dans cet intervalle, on peut retenir ces quelques repères :

- En 1946, c'était le Conseil Général composé de 30 membres dont 10 conseillers généraux et 20 conseillers locaux. Ses membres n'étaient pas élus au suffrage universel, mais désignés. Le premier président du Conseil Général est Djermakoye Moumouni Aouta.
- Avec la loi 52-130 du 6 février 1952, le Conseil Général devient l'Assemblée Territoriale. Le nombre de conseillers passe de 30 à 50, répartis de la façon suivante : 15 conseillers généraux et 35 conseillers locaux.
- La loi cadre de 1956 mit fin au double collège. L'Assemblée Territoriale devient alors une chambre unique élue au suffrage universel. Georges Maman Condat fut le premier président de l'Assemblée Territoriale sous sa nouvelle forme.
- Suite au référendum de décembre 1958 qui proclama la République du Niger, l'Assemblée Territoriale cède sa place à l'Assemblée Constituante composée de 60 membres élus au suffrage universel, et appelés pour la première fois députés. Le premier président de l'Assemblée Constituante est Boubou Hama.
- Le 25 février 1959, la première constitution du Niger est adoptée par l'Assemblée Constituante et promulguée le 12 mars 1959. L'Assemblée Constituante changea alors de nom pour prendre celui d'Assemblée Législative. Ce fut le début de l'institutionnalisation d'un régime parlementaire.

- A partir du 29 juillet 1960, l'Assemblée Législative prend le nom d'Assemblée Nationale. De 60 membres, elle revient à 50 membres.

Une histoire riche et mouvementée après les indépendances

L'histoire de l'Assemblée Nationale des années après indépendance est riche et mouvementée. De 1960 à nos jours, beaucoup de dates et d'événements ont jalonné son existence. Voici les grandes péripéties qui l'ont marquée au cours de cette période.

- L'Assemblée Nationale fut dissoute en avril 1974 avant la fin de la législature en cours (2^{ème} législature de la 1^{ère} République) suite au coup d'Etat qui mit fin à la Constitution de la 1^{ère} République, puis réhabilitée en 1989 sous le régime mono partisan de la 2^{ème} République. Composée de 83 députés élus sur une liste unique, celle du MNSD parti-Etat, cette Assemblée Nationale dirigée par Moutari Moussa n'a connu que 2 ans d'exercice avant d'être à son tour mise en parenthèses par la Conférence Nationale Souveraine de 1991.
- Sous la période de transition démocratique issue de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), un nouvel organe dénommé le Haut Conseil de la République (HCR), composé de 15 membres, conseillers élus par les représentants du peuple réunis à la CNS, sous la direction du Professeur André Salifou, exerça le rôle législatif. Il a été assigné à ce HCR la mission de contrôler l'action du gouvernement, en veillant au respect strict du cahier des charges de la transition démocratique confié au Premier Ministre de l'époque, Cheiffou Amadou, élu par la CNS.
- A partir de 1993, avec la naissance de la 3^{ème} République, on assiste au retour de l'Assemblée Nationale jusqu'au coup d'Etat militaire du 27 janvier 1996. Entre 1993 et 1996, l'Assemblée Nationale, toujours composée de 83 députés, eut successivement comme présidents Moumouni Dermakoye Adamou (du 9 avril 1993 au 17 octobre 1994) et Issoufou Mahamadou (du 6 février 1995 au 27 février 1996). Ce changement de président s'explique par la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République conformément à la Constitution de la 3^{ème} République, et qui donna lieu à l'organisation d'élections législatives anticipées le 12 janvier 1995.
- Pendant la période de la transition militaire de 1996, l'ancien Chef d'Etat, Ali Saibou, dirigea le Conseil des Sages mis en place en remplacement de l'Assemblée Nationale.
- Sous la 4^{ème} République issue du référendum de 1996, des élections législatives furent organisées. L'Assemblée Nationale est à nouveau installée avec 83 députés, et Moutari Moussa revient aux commandes. Cette Assemblée Nationale fut à nouveau dissoute suite au Coup d'Etat militaire d'Avril 1999.
- C'est sous la 5^{ème} République (1999-2009) que l'Assemblée Nationale du Niger connut sa plus longue période de stabilité. En cette période, elle comptait 113 députés. L'ancien Chef d'Etat Mahaman Ousmane en assura la présidence sous les deux législatures de la 5^{ème} République.



- En 2009, un référendum constitutionnel est organisé qui consacrant ainsi l'avènement de la 6^{ème} République. Il s'en suivit des élections législatives la même année, et à l'issue desquelles une nouvelle Assemblée Nationale est mise en place. Celle-ci, dirigée par l'ancien Premier Ministre Seini Oumarou, n'aura duré que 55 jours. Le 18 février 2010, un coup d'Etat militaire mit la démocratie entre parenthèses.
- La transition militaire issue du coup d'Etat du 18 février 2010 installa en lieu et place de l'Assemblée Nationale, un organe appelé Conseil Consultatif National. Celui-ci dirigé par l'acteur de la société civile nigérienne Marou Amadou, fut chargé de l'élaboration des textes en vue de l'avènement de la 7^{ème} République.
- L'Assemblée Nationale actuelle, dirigée par Ousseini Tinni depuis avril 2016 est donc l'émanation de la 7^{ème} République. Elle est à sa deuxième législature après une première (2011 à 2016) qui eut deux présidents en l'occurrence Hama Amadou (2011 à 2014) et Amadou Salifou (2014 à 2016). Sous la législature en cours, elle compte 171 députés.

L'Assemblée Nationale du Niger, berceau de la Francophonie

La riche histoire de l'Assemblée Nationale du Niger ne peut être complète sans que n'y soit adjointe celle de la Francophonie. En effet, c'est ici à Niamey, dans l'auguste hémicycle du Parlement nigérien que 21 pays, sous l'influence des présidents Diori Hamani du Niger, Habib Bourguiba de la Tunisie, Léopold Sédar Senghor du Sénégal et du Prince Norodom Sihanouk du Cambodge, signaient le traité instituant l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), ancêtre de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). C'était le 20 mars 1970. L'Assemblée Nationale du Niger est donc partie intégrante de l'histoire de la Francophonie.



Agence de coopération
culturelle et technique



Agence intergouvernementale
de la Francophonie



Organisation internationale
de la Francophonie





Discours de clôture de la session budgétaire de l'Assemblée nationale prononcée par S.EM. Ousseini TINNI



Excellence Monsieur le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations internationales,

Honorables collègues Députés,

Monsieur le Gouverneur de la Région de Niamey,

Honorables Chefs traditionnels et Chef religieux,

Mesdames et Messieurs, Chers invités,

Par la grâce de Dieu, nous voici donc, enfin, arrivés à bout de cette session qui aura soulevé tant de polémique, de malentendus et de passion ! Et, comme d'habitude, au Niger, grâce à la miséricorde divine, tout commence et s'achève par une Fatiha qui réconcilie les esprits et apaise les cœurs !

Chers collègues, nous venons donc d'adopter cette loi de finances autour de laquelle d'aucuns avaient des appréhensions voire d'incommensurables doutes ! Mais, fort heureusement ces premiers sentiments n'ont pas résisté à l'examen du texte et plus tard, un travail de longue haleine a permis aux Commissions d'en saisir toute l'intelligence.

C'est le lieu et le moment de remercier tous les députés dont l'assiduité et l'ardeur au travail nous permettent aujourd'hui d'avoir la satisfaction de doter notre pays d'un budget bâti selon une architecture novatrice. Permet-

tez-moi, cependant, de faire une mention spéciale à la Commission des Finances et du Budget dont les membres ont dû, régulièrement, sacrifier leur temps de légitime repos pour disséquer, avec minutie, chacun des détails du projet de budget, qu'il s'agisse des recettes ou des dépenses.

Je voudrais également me féliciter très sincèrement du grand intérêt que l'examen du projet de loi de finances 2018 a suscité au sein de l'opinion publique ; j'y vois là la preuve du grand éveil des consciences dans notre pays. Il est donc tout naturel que j'associe à mes remerciements tous ces leaders d'opinion, structures et organes qui se sont prononcés sur certains détails de ce projet et qui, pour certains, ont tenu à se faire entendre par les commissions générales permanentes compétentes.

En définitive, s'agissant de ce projet de budget, les avis ont été souvent divergents, voire contradictoires. En fin de compte, l'Assemblée nationale a arbitré. Mais, l'on retiendra, que pour la première fois l'examen du budget général aura sacrifié à une démarche participative, toutes les sphères de notre société se sont senties concernées par cet exercice ; nul doute que c'est notre démocratie qui sort grandement renforcée. Jamais l'Assemblée nationale n'a été autant dans son rôle d'écoute et de veille qu'à l'occasion de l'examen de ce projet. Cependant, dépositaire du mandat de représentation de la nation, si elle doit écouter, elle doit aussi décider et elle l'a fait en toute responsabilité, en mettant en avant le seul intérêt de notre pays !

Le résultat final est donc une oeuvre collective qui n'a laissé nulle place ni à l'approximation ni à l'erreur, une oeuvre collective dont la motivation repose sur la poursuite de l'intérêt général, résultante des intérêts individuels et de ceux de la communauté. Faut-il le rappeler, pour les députés, cette poursuite de l'intérêt général reste et demeure la seule préoccupation, elle transcende et les clivages politiques et les contingences de l'actualité. La loi de finances a été adoptée à une très large majorité parce que, pour l'heure, ses dispositions sont les mieux à même de contribuer à l'atteinte de cet intérêt général !

A présent, il revient aux membres du Gouvernement d'en prendre la charge. Je sais qu'ils savent que des prévisions budgétaires aussi solides soient telles ne valent que par une exécution rationnelle où souplesse et rigueur ne doivent pas s'exclure. Pour autant, au nom de la Représentation nationale, je les exhorte, encore une fois, à veiller à la qualité de la dépense. En effet, l'objectif de réforme structurelle de notre économie, repose davantage sur l'efficacité de la dépense plutôt que sur ses aspects quantitatifs. A cet égard, maîtriser les dépenses pour lutter contre le déficit ne peut être qu'une politique de très court terme. En revanche, prioriser les dépenses en direction de projets structurants est le chemin critique permettant aux finances publiques de donner à l'économie nationale l'élan indispensable à une saine croissance sur laquelle d'utiles prélèvements alimenteront les prochains budgets... La démarche parlementaire n'est motivée que par la quête de ce cercle vertueux !

Dans cet ordre d'idées, j'invite le Gouvernement au respect scrupuleux des orientations des différents programmes pour lesquels les ressources sont allouées selon des critères précis ; je l'invite surtout à faire en sorte que la mise en oeuvre des différents programmes soit suivie et régulièrement évaluée, avec les outils les plus appropriés, selon la philosophie nouvelle du budget-programme.

Pour sa part, l'Assemblée nationale, conformément à son nouveau Règlement intérieur, conduira des missions d'évaluation de certaines des politiques portées par ces programmes, notamment, ceux relevant des secteurs sociaux. En conséquence, elle vient de réadapter la structure de son budget pour tenir compte de la nécessité de couvrir de nombreux déplacements à l'intérieur du pays.

Chers collègues, honorables invités, en matière de recettes, la Représentation nationale demande instamment au Gouvernement de créer les conditions, les meilleures, pour améliorer la mobilisation des ressources internes. Il sera, je l'imagine, nécessaire de doter les services techniques concernés de moyens juridiques, humains, financiers et matériels supplémentaires. L'objectif est de faire en sorte que toutes les

catégories de contributions prévues au budget soient réalisées à la hauteur des prévisions.

Mais, il me semble qu'en matière de mobilisation de recettes, il faudrait surtout en appeler aux contribuables, c'est-à-dire aux citoyens nigériens dont aucune science fiscale ne peut remplacer le consentement et l'engagement. A cet égard, je voudrais me permettre de rappeler aux uns et aux autres ces quelques évidences : à la citoyenneté est attachée beaucoup de droits, notamment celui de participer à la prise des décisions qui régissent la cité, de bénéficier des services publics ou celui de jouir de la garantie de toutes les libertés publiques ; mais, ces nombreux droits ont pour corollaire des devoirs sacrés comme celui de participer à la protection de la cité et surtout celui de participer à sa conservation et à son épanouissement par une contribution financière, sans contrepartie immédiate. Personne ne saurait s'en exclure sans perdre peu ou prou sa qualité de citoyen. Faut-il le rappeler, la citoyenneté c'est d'abord l'ensemble des civilités qui facilitent la vie en commun, c'est ensuite ce corpus de devoirs qui nous met au service de l'intérêt général malgré l'appel égoïste de l'intérêt particulier ; enfin, la citoyenneté c'est surtout le civisme qui nous commande de respecter les lois et règlements que la cité s'est donnée !

Chers compatriotes, si je me permets de vous rappeler ces évidences c'est qu'il me semble que l'heure est assez grave ; en effet, en dépit de tous les efforts des services compétents, il semble que certains impôts rentrent mal pendant que d'autres sont contestés jusque dans leur opportunité ! Il s'agit là d'un mauvais signal d'abord en direction des contribuables modèles qui s'acquittent normalement de leurs impôts et ensuite en direction de ceux-là qui, chaque année, contribuent à l'équilibre de notre budget par leurs dons et prêts à taux concessionnels.

En effet, comme vous le savez, après plus d'un demi-siècle d'indépendance, nous en sommes encore réduit à solliciter l'aide ici et là pour ajuster chaque exercice budgétaire, au mépris de notre souveraineté et de cette fierté sahélienne dont chacun d'entre-nous se targue. Oui, comme vous, je le sais, aucun pays ne peut se passer des autres mais, l'attitude rationnelle, est de ne recourir à l'aide extérieure que pour emprunter dans l'optique de chercher un effet de levier que les investissements à réaliser sont susceptibles de procurer à l'économie. Mais, pour payer nos dépenses de souveraineté, payer nos salaires et nos pensions, acquittons-nous, en toutes responsabilités, de nos impôts ! Comme je le disais tantôt, c'est le premier devoir citoyen, mieux, c'est le meilleur moyen de créer et de faire vivre une chaîne de solidarité à l'échelle nationale. Cette solidarité qui se passe de la charité est efficace parce qu'organique, cette solidarité qui nous permet de prendre en charge les besoins du plus faible, cette solidarité qui permet d'assurer la cohésion intergénérationnelle !

Du reste, ce besoin de solidarité est à l'origine des impôts en terre d'islam où souvent, l'on estime que s'acquitter de ses impôts participe de la piété. L'on se souvient en effet, qu'en plus de la ZAKAT, d'essence religieuse, les sociétés musulmanes ont très tôt connu les impôts presque de même nature que les nôtres. C'est ainsi que nous devons le HARAJ, l'impôt foncier, au Calife, OUMAR IBN AL HATTAB, impôt qui devait plus tard être codifié avec d'autres par le Calife HAROUN AR- RACHID¹.

Mais, si les nigériens dans leur ensemble savent que payer l'impôt est un devoir, beaucoup, à la faveur des moyens modernes de communication se laissent facilement divertir par les rumeurs les plus folles dont l'objectif est de semer la confusion. Ainsi, s'agissant de la loi de finances 2018, que n'a-t-on pas entendu surtout en matière de procès en impiété. D'aucuns ont

1 5ème Calife Abbasside 763-809 assez facilement accepté qu'une partie des dispositions du projet soumis à l'Assemblée nationale comporterait des transgressions aux dogmes religieux. Bien évidemment il n'en est rien !

Ceci m'amène encore à souligner d'autres évidences : au Niger nous avons en partage deux grandes religions du livre ! Il est donc surprenant que certains d'entre-nous se complaisent à douter de la foi de leur prochain à l'occasion de chaque débat majeur ! Sinon comment comprendre les nombreux procès d'intention intentés aux différentes personnalités de notre pays ? Dans ce contexte, comme dans tous les autres, où la bonne foi des uns et des autres est mise en cause, je voudrais rappeler à nos compatriotes que l'islam, religion de tolérance, recommande d'éviter de juger la foi de son prochain. A titre illustratif, je vous donne à méditer le verset 57 de la sourate 6, je cite : "Le



jugement n'appartient qu'à Allah : il tranche en toute vérité, il est le meilleur des juges. (Fin de citation).

Laissons donc au Tout puissant le soin de décider qui de ses serviteurs est sur le droit chemin et qui est dans l'égarement. Du reste, il faut se souvenir que selon le Prophète Mohamed (paix et salut sur lui), cité par ABOU HORAYRA, "quiconque porte témoignage contre un musulman alors que celui-ci ne le mérite pas, qu'il prépare sa place dans le feu." Et, n'oubliez pas que selon le verset 10 de la sourate 49, je cite, "les croyants ne sont que des frères. Établissez la concorde entre vos frères et craignez Allah, afin que l'on vous fasse miséricorde." (Fin de citation). Par-dessus tout, dit le Saint Coran, "évitons de trop conjecturer car une partie des conjectures est péché"² !

Distingués invités, chers collègues, ne croyez surtout pas que vous êtes dans une séance de prêche ! Mais, je pense que ces rappels sont nécessaires pour demander humblement aux nigériens de se faire confiance, en dépit de leur différence de position, en dépit de leurs divergences politiques.

En effet, nous avons un pays à bâtir, notre chantier a pris du retard, à ce sujet, les statistiques sont implacables, en toutes occasions, elles blessent notre égo collectif : aujourd'hui, en matière de civisme fiscal, nous sommes distancés par les pays qui nous sont comparables. Il nous faudrait un grand sursaut collectif pour retrouver cette dignité pour laquelle nos ancêtres pouvaient se laisser mourir !

Ce sursaut, c'est cette renaissance culturelle que le Président de la République appelle de tous ses vœux, c'est d'abord la prise de conscience individuelle et collective qu'il faut changer notre réel du tout au tout, qu'il nous faut être plus résolu face à l'adversité, qu'il nous faut créer les conditions d'un départ qui nous conduise vers de meilleurs lendemains !

Dans cette optique, la Représentation nationale, pour sa part, estime que le budget 2018 est un véritable tournant en matière de finances publiques dans notre pays. D'abord de par son architecture nouvelle qui met en avant l'idée de résultat, donc de la redevabilité ; ensuite en matière fiscale, il nous met sur une voie, je l'espère irréversible, de responsabilisation accrue des citoyens. Il nous indique qu'il n'y a aucune alternative au paiement de l'impôt. Il nous rappelle que c'est le meilleur chemin vers cette indépendance véritable dont nous avons eu toujours grand soif ! Si nous voulons décider et choisir pour nous même, en toute circonstance, contribuons à la dépense commune, chacun selon ses capacités. Partout ailleurs, dans les pays économiquement avancés, il en a toujours été ainsi ! Certes, les changements sont douloureux, c'est comme le sevrage qui désoriente l'enfant mais sans lequel toute maturité est compromise. Il est tout à fait inutile de dissenter en longueur d'année sur l'indépendance, le colonialisme ou le néocolonialisme si l'on se dérobe à ses propres devoirs dont le premier est de s'acquitter de ses impôts. De toutes les façons, il n'y a pas d'autres alternatives ; c'est ce que nous rappelle la loi de finances 2018 ! Aussi longtemps que nous devons compter sur autrui pour financer l'éducation de nos enfants, assurer notre santé et notre sécurité ou combler nos déficits alimentaires, l'indépendance, la vraie, attendra à la porte des chancelleries étrangères et dans les antichambres des organisations internationales...

Pour ma part, mon souhait le plus ardent est que ce budget 2018 adopté, selon la philosophie de la gestion axée sur les résultats, soit l'amorce d'une nouvelle approche de la souveraineté nationale, qu'il soit également porteur d'une nouvelle rationalité managériale qui permette à la dépense publique d'être plus efficiente.

Chers collègues, distingués invités, outre la loi de finances 2018 et la seconde rectification à la loi de finances 2017, la session qui s'achève nous a permis d'adopter de nombreux autres textes non moins importants, notamment, toutes ces lois de ratification des ordonnances que le Gouvernement a prises au cours de l'intersession.

Dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale, cette session a servi de cadre à l'expérimentation

d'une nouvelle procédure applicable aux questions d'actualité. Cette procédure, plus interactive, permet au Gouvernement de partager, avec la Représentation nationale et avec tous les Nigériens, l'actualité des dossiers majeurs en cours de traitement. A l'usage, ce mécanisme de contrôle semble comporter plus de vertu pédagogique que les autres ; c'est sans doute pourquoi il a suscité beaucoup d'engouement auprès des députés et de la population.

Par ailleurs, dans un registre moins heureux, je voudrais rappeler, pour m'en offusquer, la malheureuse tentative d'incendie des locaux de l'Assemblée nationale, à la faveur d'une manifestation dûment autorisée.

A cet égard, je saisis la présente occasion pour rappeler aux jeunes responsables de ce sacrilège que l'Assemblée nationale est le symbole par excellence de notre démocratie, c'est la maison du débat fécond duquel jaillissent les bonnes décisions qui font avancer notre pays.

Cette vénérable maison est surtout le témoin muet de notre histoire récente. De leur inauguration en 1956 à nos jours, ses locaux ont vu passer les élites successives qui ont fait du Niger ce qu'il est aujourd'hui. Pourquoi vouloir détruire ces locaux au moment où des organisations internationales de grande renommée veulent inscrire notre hémicycle dans leur patrimoine culturel ? Pourquoi vouloir détruire ce bien commun à tous nos concitoyens ? Pourquoi détruire ce legs des pères fondateurs de la République que nous avons le devoir de transmettre aux générations futures ?

Au-delà du cas de l'Assemblée nationale, je voudrais en appeler à notre jeunesse pour qu'elle renonce à toute forme de violence à l'appui de ses revendications, aussi légitimes soient-elles. Je voudrais également lui rappeler que la dégradation volontaire des biens de l'État est une violence contre soi-même, le cambriolage de sa propre maison !

Chers collègues, distingués invités, nous clôturons cette dernière session de l'année alors que les résultats de la campagne agricole se précisent. Il semble acquis qu'ils ne sont pas uniformes d'une région à l'autre. Ainsi tandis qu'ici et là ils paraissent plutôt mitigés, ailleurs d'importants excédents sont attendus. Dans un tel contexte, la Représentation nationale ne peut qu'encourager le Gouvernement à organiser, dans les meilleures conditions possibles, un système efficace de circulation des produits vivriers entre les différentes régions de notre pays. De même, elle sait pouvoir compter sur les programmes de cultures de contre-saison pour renforcer la sécurité alimentaire, dans le cadre de l'initiative 3N.

Cependant, confiante dans l'engagement du Président de la République, SEM ISSOUFFOU MAHAMADOU, à faire en sorte que sécheresse ne rime plus avec famine, l'Assemblée nationale est assurée que quoi qu'il arrive la situation sera sous contrôle.

Distingués invités, chers collègues, l'autre contexte qui marque la clôture de cette session est assurément celui du fait migratoire. Celui-ci s'impose à notre attention en raison de ses fâcheuses conséquences dans un pays voisin, où des individus sans scrupules pensent qu'il est possible de revenir aux années sombres de l'avilissement et de l'asservissement de son prochain, juste parce qu'il vient d'ailleurs ou qu'il est d'une autre race.

Je pense qu'il s'agit là d'une situation à ne pas banaliser, il faut, au-delà des condamnations verbales, agir collectivement à travers les organisations compétentes que la communauté internationale s'est donnée. Comme le demande le Président ISSOUFFOU MAHAMADOU, la Cour Pénale Internationale doit être mise à contribution. J'estime également que tous ceux qui, à un degré ou à un autre, ont contribué à créer la situation de chaos dans ce pays ami doivent intervenir énergiquement pour un retour à l'ordre qui permette d'éviter ces dérives qui heurtent la conscience humaine.

Pour sa part, la Représentation nationale du Niger partage l'indignation générale que ce commerce d'un autre temps a suscitée. Elle condamne énergiquement les traitements humiliants et dégradants que subissent les jeunes africains réduits à emprunter ces routes de l'infamie.

Elle reste cependant consciente que nous sommes tous interpellés : citoyens de base, élus, dirigeants d'entreprises,



intellectuels et travailleurs de tous grades, nous devons agir pour créer les conditions permettant de retenir nos enfants dans nos pays ! Il nous faut donc impérativement restructurer nos économies pour donner du travail nos jeunes.

Distingués invités chers collègues, je voudrais finir mon propos en rappelant encore une fois à nos compatriotes que notre amour-propre légendaire ne peut pas continuer à souffrir de cette situation d'appel permanent à l'aide internationale. Mettons en veilleuse nos divergences pour entreprendre ensemble l'oeuvre salubre de construction et de solidarité nationales !

En espérant vivement être entendu de tous, je déclare close la deuxième session ordinaire de l'Assemblée nationale au titre de l'année 2017 en remerciant tous ceux qui ont concouru à sa réussite, membres du Gouvernement, fonctionnaires parlementaires et animateurs des médias.

Vive la République,

Vive le Niger,

Je vous remercie.

La représentation nationale au service du peuple

Une assemblée, Un parlement : Trois missions

- Voter la loi
- Consentir l'impôt
- Contrôler l'action gouvernementale

